

A Marseille, le 7 novembre 2015

La proposition de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne de conforter le partenariat entre l'Union européenne et le Maghreb par la formation professionnelle représente un premier pas essentiel pour traiter le problème du chômage des jeunes.

L'heure est grave pour l'Europe et le Maghreb. Certains pays atteignent la situation alarmante où deux tiers des demandeurs d'emploi ont entre 15 et 29 ans et en Europe 5 millions de jeunes sont au chômage, 50% dans un pays comme l'Espagne.

Le drame humain que connaît la Méditerranée n'est qu'une illustration des déséquilibres qui naissent sur les bords de nos deux rives, et au-delà. La relation euro-méditerranéenne est à réinventer alors même que nous célébrons le 20ème anniversaire du processus de Barcelone et que l'Union-européenne est sur le point de publier sa nouvelle politique de voisinage.

Dans la continuité des travaux des deux années précédentes, mettant l'accent sur l'importance du lien entre l'avenir de la région Méditerranée et celui de sa jeunesse, les participants à cette édition ont apporté des propositions concrètes dans l'objectif d'une coproduction en faveur de la formation professionnelle et de l'entrepreneuriat entre les deux rives.

Les participants ont considéré que les objectifs à atteindre sont les suivants :

1. Modifier complètement nos approches traditionnelles des relations Nord/Sud en matière de formation professionnelle. Elles consistaient jusqu'à alors à vouloir transmettre des savoirs techniques à travers l'envoi d'experts. La nouvelle démarche consiste à développer en commun des programmes, à les réaliser à des niveaux semblables et à leur donner des accréditations parfaitement communes
2. Pour cela des réseaux équilibrés d'institutions professionnels et universitaires Nord/Sud détermineront les métiers et les centres de formation les meilleurs de l'espace euro-méditerranéen
3. Ceci nécessite que la nouvelle approche remette au cœur des projets le développement des bénéficiaires de la formation professionnelle et non les intérêts des institutions

Nous demandons solennellement aux institutions qui financent traditionnellement les programmes de développement (Banque mondiale, Berd, AFD, BEI, Commission européenne) de créer un fonds spécifique commun pour mobiliser les 200 millions nécessaires au programme de manière à pouvoir entamer le plus rapidement possible ce premier pas pour l'emploi des jeunes.



Les Rendez-vous de la Méditerranée se déroulent dans le cadre de la **Semaine Economique de la Méditerranée**

